

Renforcer le syndicalisme de transformation sociale

Les attaques sont aujourd'hui multiples et touchent aux fondamentaux de notre société : droits sociaux attaqués, services publics fragilisés voire empêchés dans l'exercice de leurs missions, inégalités renforcées, pauvreté et exclusion croissantes. Telle est la société que dessinent les politiques libérales menées depuis plusieurs années. Les idées de l'extrême droite gagnent du terrain, quand aucune perspective d'alternative progressiste à gauche ne se dessine. Un tel contexte donne au mouvement syndical, et tout particulièrement au syndicalisme de transformation sociale, une responsabilité accrue pour construire des perspectives d'avenir et ouvrir des possibles.

Comment y parvenir ? Renforcer le syndicalisme est une urgence. D'abord, ne laissons pas retomber la dynamique que l'on a vue à l'œuvre dans le mouvement des retraites de 2023 qui a rassemblé des millions de citoyen·nes dans la rue pendant plusieurs semaines. Car si nous n'avons pas gagné le retrait de la réforme des retraites, nous avons collectivement réussi à convaincre que d'autres choix de financement étaient possibles qui permettaient de dessiner un autre avenir. Sur d'autres questions fondamentales, protection sociale, santé, assurance chômage, formation, la FSU doit continuer à peser pour que le travail en commun se poursuive.

Si le cadre intersyndical doit être prolongé, le syndicalisme de transformation sociale doit y jouer un rôle moteur en renforçant la réflexion commune, en contribuant à la construction de plateformes revendicatives. Des États généraux du syndicalisme de transformation sociale peuvent en être l'occasion. Et ils auront d'autant plus de sens que les syndiqué·es et les salarié·es s'en empareront, s'y investiront car ils y verront des perspectives d'avenir. La FSU doit tout faire pour les initier. Le syndicalisme de transformation sociale doit donner à voir la société que nous voulons - solidaire, plus juste, respectueuse des individus comme de l'environnement, mettant l'émancipation des jeunes, des travailleuses et des travailleurs au centre, féministe, antiraciste... Ce faisant le syndicalisme de transformation sociale pourra aussi œuvrer utilement à la construction de perspectives d'alternative politique progressiste.

C'est bien à renforcer le syndicalisme dans son ensemble et le syndicalisme de transformation sociale tout particulièrement, que nous pensons nécessaire de mettre les forces du SNES et de la FSU, plus que dans un rapprochement structurel hâtif qui, dans les conditions actuelles, pourrait conduire à un affaiblissement de la FSU, sans pour autant contribuer au renforcement du syndicalisme de transformation sociale. Le tête à tête proposé aujourd'hui par la CGT, excluant Solidaires, ne correspond pas à nos mandats antérieurs. Il nous faut en premier lieu lever le doute sur les intentions de la CGT : absorption de la FSU ou construction d'un nouvel outil syndical ? Dans la deuxième hypothèse, pourquoi exclure Solidaires ? Dans la première hypothèse, nous devons mesurer si une telle évolution serait de nature à créer une nouvelle dynamique. Rien ne vient le démontrer tant les forces de la CGT et de la FSU sont déséquilibrées dans la quasi totalité des secteurs que chacune d'elle recouvre. Un regain de syndicalisation chez les salarié·es ? Nous ne pouvons avoir de certitudes, dans les conditions actuelles, où les repères, idéologiques, professionnels, sont bousculés par les réformes libérales. Par ailleurs, si la FSU a une forte audience dans ses secteurs c'est parce que nos syndicats sont largement ancrés dans nos métiers. C'est à partir de cette entrée que nous rassemblons nos professions et parvenons à élargir aux questions décisives de financements et de rôle des Services publics, de partage des richesses et de transformation sociale. Nous avons la conviction que brouiller l'entrée par nos métiers, qui serait inéluctable si la FSU perdait son identité, nous couperait d'une partie de nos forces et rendrait plus difficile notre objectif de renforcement du syndicalisme de

transformation sociale. Aucune certitude non plus qu'une addition de logos assure une addition de suffrages et permette ainsi de davantage peser dans les instances et dans le débat public. Les pratiques internes de nos organisations resteraient aussi à rapprocher faute de dégâts majeurs dans l'appareil militant, sans parler des désaccords qu'il faudra lever, certes pas si nombreux que cela, mais non sans enjeux (nucléaire, agro industrie, formation des maîtres, apprentissage...).

Sans attendre, l'urgence impose de construire une base programmatique revendicative commune, avec nos syndiqué-es, nos militant-es, nos professions, avec l'ensemble des salarié-es et leurs organisations syndicales, les combats à mener ensemble sont immenses. Prudence ensuite pour envisager d'aller au-delà et construire, pas à pas, les bases d'un nouvel outil syndical qui ne sera bien évidemment plus la FSU, mais qui ne pourra pas être la CGT telle qu'elle est aujourd'hui. L'implication et la consultation de nos syndiqué-es sera essentielle à toutes les étapes, c'est la condition d'une dynamique de rassemblement et d'un renforcement du syndicalisme de transformation sociale.

Marianne Corrèze, Patrice Arnoux, co-Secrétaires académiques Limoges, Unité et Action